

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

A L'IMPRIMERIE

40, place de Lyon, 40

Les manuscrits ne sont pas rendus.

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

BUREAUX DE VENTE

LIBRAIRIE MÉRA

13, rue de Lyon, 13

ABONNEMENTS HORS DE LYON

2 fr. 50 c. pour trois mois.

GUIGNOL CANDIDAT.



GUIGNOL. — Ah ! ça, je me pense ben que te vas me mettre Député, c'te fois ; j'ai ben assez chiné pour la patrie.

GNAFRON. — Toi, Député ! Veux-tu courir ! Est-ce que t'as pas été canut du temps de l'Empire ?

UN INVENTAIRE.

Z'enfants, j'ai pas le temps de japper c'te semaine, pace que je sis en train de décapiller mon inventaire de ces six mois. Vous savez que je me sis embandé dans le commerce pour ramier de piastres si gn'a moyen. Je faisais d'abord de collagne avè Napolion troisse, pis après je me sis arrapé avè une douzaine d'autres gones censément plus malins ; faut que je renuecle maintenant ousque nous en sons de ces deux trancannements de commerce. Voyons voir :

Maison Napolion, Guignol & C^{ie}.

SIÈGE SOCIAL A PARIS.

AVOIR.

Du 2 août 1870, victoire de Saarebrück : 17 Prussiens avè leurs casques, une balle ramassée par le mioche.

DOIT.

Du 4 août, bataille de Wissembourg.

Du 6 août, bataille de Wœrth et de Forbach : 30 canons, 8 mitrailleuses, 18,000 hommes, 2 drapeaux.

Du 14, du 16 et 18 août, victoires de Metz et de Jau-mont : 18 canons, 1 mitrailleuse, 1 drapeau, 12,000 hommes.

Note-à-benêt. — A c'te occasion nous ons monté une boutique à Metz qu'était menée par un certain Bedaine, bigrement solide, allez.

Du 2 septembre, bataille et carambolage de Sédan : 15,000 hommes tués ou blessés, 83,000 prisonniers, 160 canons, 15,000 fusils, et celeri et celera.

Là dessus, nous ons appinché comme ça retournait, j'ai lâché le Napolion par à cause que j'avais agraffé plus de coups de trique que de yards dans ce pitrognage, et nous nous sons entendus avè Jules Favre, Cramiaux, Laid-Besoin, Garibaldi et le Grambêta. Nous ons tout de suite agrandi nos affaires, comme on dit, pace que c'est de mamis qu'ont d'aime. Nous ons aeu trois boutiques : une à Paris, une autre à Metz et pis à Tours, qu'ont bigrement travayé, à ce qu'y paraît. Nous vons voir ça.

Maison Guignol, Grambêta, Garibaldi & C^{ie}.

AVOIR.

Victoire de Tournay : 4 Prussiens et 347 vaches.

— de Coulmiers : 2 canons, 2,000 Prussiens.

— de Pont-Noyelles et de Bapaume : zéro.

— de Metz : 26 régiments pas trouvés à la liquidation.

— de Villersexel : manquent les factures.

— de Dijon : 4 médecins, 1 drapeau que le Garibaldi n'a gardé pour son miaillon qu'esse en nourrice.

DOIT.

En une traite de la maison Bisquemal.

L'Alsace et 1 milliard. Pas payé par à cause qu'elle était pas asseptée.

Liquidation de la boutique de Metz : 173,000 hommes et les assessoires.

Idem de celle-là de Strasbourg : 17,000 hommes.

Bataille d'Orléans : 75 canons, 4 bateaux à vapeur et pis le reste.

Bataille de Mans : 25,000 hommes.

Bataille de Saint-Quentin : 11,000 hommes.

Voyage de l'armée de l'Est en Suisse : 84,000 hommes Carambolage de Paris : 200,000 hommes et le reste ; la liquidation est pas encore fenie.

Traite de la boutique Bisquemal, présentée à l'assep-tion : l'Alsace, la Lorraine, 10 milliards et un gou-vernement à notre idée, censément.

C'est là que j'en suis resté, les gones, et je com-mence à n'y perdre la caboche, tant gn'a de chiffres. Paraît cependant qu'gn'a de z'ancoches, et que nous ons plus à payer qu'à ramier. On me dit ben comme ça de manigancer les affaires autrement, de prendre encore d'autres associés, 750 à ce qu'on me dit. C'est juste-ment ça que me tarabuste la comprenette.

Voyez, z'enfants, je sis pas fort sur la chiffre, le car-cul ni la rimétique ; mais je me magine que si nous ons perdu 1 miyard quand nous étions deusses, que nous ons à payer dix miyards et que nous ons fait de pieds-faillis quand nous étions rien qu'un demi-carteron. Com-ment donc que ça va faire quand nous serons sept cent cinquante ?

Qu'en pensez-vous, les gones ?

GUIGNOL.

BULLETIN DE LA GUERRE.

Défaite de l'armée du Nord, désorganisation de celle de la Loire, capitulation de Paris, internement de l'armée de l'Est en Suisse, tel est le bilan de la situation militaire. Quelque

écrasante qu'elle soit, elle n'aura pas dû abattre nos lecteurs, parce qu'ils devaient la prévoir. Depuis longtemps, nous n'a-vons cessé d'indiquer d'avance le résultat fâcheux des opéra-tions. Nous avons annoncé que le siège de Paris aurait une issue fatale, parce qu'on y avait entassé toutes les forces ac-tives pour sa défense, et qu'on n'en avait point laissé dehors pour contribuer aux actions offensives qui devaient le dégager. Nous avons considéré la situation de Chanzy comme aven-turée et critique, parce qu'il ne pouvait se porter ni en avant, ni en retraite, sans prêter le flanc à l'ennemi. Son armée était en l'air, complètement inutile et vouée à un rôle purement pas-sif ou à une défaite certaine. L'armée de l'aidherbe nous paraî-sait trop récente pour pouvoir opérer avec chance de succès des mouvements sérieusement offensifs, et en effet, ses succès sont demeurés nuls et sa première défaite a entraîné sa désor-ganisation complète.

Quant à l'expédition de Bourbaki, nous l'approuvons en principe, puisqu'il y a quatre mois déjà que nous avions pro-posé un mouvement stratégique de cette nature. Mais sans parler du minime résultat qu'on aurait obtenu dans l'état ac-tuel des choses, il était nécessaire, pour que cette entreprise réussît, qu'elle fût entourée de toutes les précautions qu'elle nécessitait ; que, par exemple, une attaque à corps perdu de l'armée de Garibaldi contre Werder eût précédé et couvert la marche de Bourbaki dans la vallée du Doubs, et se fût opposée ainsi aux concentrations de l'ennemi derrière la Lisaine. Il eût fallu aussi prévoir le cas d'un insuccès, assurer la retraite de l'armée et parer aux dangers d'une attaque de l'ennemi par le Nord-Ouest, danger que nous avions signalé trois semaines avant.

Ce rôle incombait encore à l'armée des Vosges ; elle devait couvrir, entre Dijon et Vesoul, la vallée de la Saône, de manière à disputer le passage aux renforts allemands que Mantouffel amenait de Paris et de la Lorraine. Rien de tout cela ne fut fait. Garibaldi, entré vingt-quatre heures trop tard à Dijon, y concentra maladroitement toutes ses troupes. Il ne défendait, en effet, que l'extrémité de la ligne qu'il abandonnait ainsi tout entière à l'ennemi. Un mouvement habile de ses ad-versaires acheva de le tromper. La 4^e division du 2^e corps lui livra trois combats furieux, du 21 au 23 janvier, pendant les-quels la 3^e division de ce corps put continuer sa marche jusqu'au delà de Dôle, sans être inquiétée. A la faveur de ces mêmes combats, le 7^e corps, qui était en retard, put trouver encore un libre passage à Gray et lancer la 14^e division dans la direction de Pontarlier pour achever avec la 3^e de couper la retraite à notre armée de l'Est. Les deux corps avaient ainsi suivi la marche que nous leur avions supposée et avaient opéré direc-tement contre notre flanc par Dijon, Gray et un point inter-médiaire du côté de Vesoul.

Par suite de ces mouvements, l'armée des Vosges a été sé-parée de celle de l'Est et se trouve ainsi une seconde fois bat-tue. Nous n'avons aucun renseignement sur Dijon. Mais il est évident que les troupes qui s'y trouvent sont singulièrement compromises et seront obligées de se replier sur Lyon, si elles ne veulent ne pas être cernées. Les quelques troupes que l'on a envoyées dans cette direction ne sauraient les y maintenir, pas plus qu'elles n'ont été capables de sauver l'armée de l'Est. L'étrange exception à la suspension d'armes que Paris a ac-cepté pour Belfort et les armées des Vosges et de l'Est achève de rendre leur situation plus critique encore.

Tous nos désastres viennent donc de fautes politiques et stratégiques qui sautent aux yeux et auxquelles il serait par conséquent possible de remédier.

Le mouvement en avant du général Pourcet, qui vient d'oc-cuper Blois avec le 25^e corps, se rattache à ce système vicieux auquel nous nous sommes constamment attachés depuis le commencement de cette malheureuse guerre. A quoi aurait pu aboutir cette tentative, si ce n'est à se faire couper et en-lever ? Voilà six mois que nous faisons la guerre avec des tacti-ciens habiles et méthodiques, et nous en sommes encore à l'école de nos campagnes d'Afrique et à cette stratégie de coups de têtes et de razzia, excellente contre des Kabyles ou des Mexicains, mais vicieuse en présence de troupes manœu-vrières et de chefs habitués à la grande et véritable guerre.

FOLLARD.

L'AUTORITÉ DES CHIFFRES.

On a pu lire dans un journal sérieux un renseignement d'après lequel les Prussiens auraient perdu devant Dijon « 7,000 morts et des blessés à proportion. »

Ceci est tout simplement absurde. Dans aucune des batailles de la guerre actuelle, pas plus qu'en 1866, quel qu'ait été le chiffre des troupes engagées, le nombre des morts ne s'est élevé à une pareille somme. A Sadowa, 180,000 Autrichiens, après une lutte acharnée de 15 heures, n'ont pas eu 6,000 tués. Devant Sédan, nous n'avons pas non plus eu à subir de telles pertes ; d'ailleurs, en ajoutant la proportion des blessés, nous arriverions à 21,000 Prussiens mis hors de combat, tan-dis que, dans les mêmes batailles de Sédan, les deux armées, qui comptaient de 3 à 400,000 combattants, n'ont eu guère que 20,000 hommes tués et blessés.

Ces calculs suffisent pour réduire à sa juste valeur le ren-seignement reproduit par notre confrère. Mais il y a plus encore, c'est qu'en admettant ce calcul invraisemblable, l'en-nemi aurait perdu plus de monde qu'il n'en avait.

On a bien prétendu, il est vrai, que les forces ennemies se montaient de 30 à 35,000 hommes ; mais, outre que la même invraisemblance subsisterait toujours, il faut, pour être exact, réduire de moitié cette évaluation. Pour cela, nous nous en rapportons exclusivement aux renseignements et aux rapports fournis par les journaux de Dijon et par l'état-major garibal-dien.

C'est, il faut en convenir, une assez rude tâche que d'é-claireir cet amas de documents où les erreurs surabondent. Ainsi, on lit d'une part cette indication : « Nous avons relevé plusieurs numéros de régiments prussiens, que voici : 8^e corps, 1^{er} régiment, 21^e, 49^e et 13^e. »

Nous ferons observer d'abord que le numéro des corps n'est pas indiqué sur l'équipement du soldat prussien et que le 8^e corps livrait en ce moment bataille à l'aidherbe. Aucun des régiments mentionnés n'en fait d'ailleurs partie. Nous suppo-sons qu'on aura demandé ce renseignement à un prisonnier, lequel, ne sachant peut-être de français que ce qu'il avait ap-

pris pendant le blocus de Metz, aura répondu dans sa langue *zweite* deuxième. La prononciation de ce mot se rapprochant assez de celle de *whuit* ; comme on l'accentue vulgairement, les francs-tireurs, qui, de leur nature, ne sont guère plus forts en français qu'en allemand, l'auront compris ainsi. Nous ne voyons point d'autre explication de cette bêtise. Le 1^{er} régi-ment fait partie du 1^{er} corps qui, opère dans le Nord avec le 8^e ; le 13^e régiment est compris dans le 7^e corps, qui est dirigé sur un autre point de la vallée de la Saône ; le 21^e appartient au 2^e corps qui combattait en effet à Dijon ; quant au 49^e, cette indication provient d'une erreur. Le numéro du régiment étant inscrit sur les épaules des soldats de cette façon $\frac{21}{49}$ aura été lu 49 au lieu de 61, qui est, en effet, un régiment du 2^e corps. Si l'on examine ainsi les noms de régiments mentionnés par les rapports garibaldiens, il résulte que nous n'avons en affaire qu'à la 4^e division. Ce sont, en effet, le 49^e, le 21^e et le 61^e régi-ment d'infanterie qui ont été mentionnés ; quant à la garde royale, qui est tout entière à Paris et dont la présence devant Dijon a été mal à propos indiquée, nous croyons qu'on a voulu parler du 9^e grenadiers. L'état-major s'est également trompé en mentionnant le 2^e régiment d'infanterie. Comme ces Mes-sieurs ne savent pas distinguer les chasseurs d'avec les fusiliers, ils ont donné le titre de régiment d'infanterie au 2^e bataillon de chasseurs prussiens, qui fait partie du 2^e corps.

Enfin, ce qui confirme que Garibaldi n'a eu à combattre qu'une division prussienne, ce sont les noms des chefs de corps ennemis. On a mentionné ainsi deux officiers que l'on a appelés Durussel et Keller. Ce sont évidemment les noms défigurés des généraux de brigade de la 4^e division, 2^e corps. En effet, le commandant de la 7^e brigade s'appelle du Tros-sel, dont on a fait Durussel, et celui de la 8^e brigade est le général-major Kettler, désigné sous le nom altéré de Keller. Il y a, il est vrai, un général Keller, mais il est à la tête de la 2^e brigade badoise, qui combattait sous les ordres de Werder à Frahier et Chénebier.

Le 2^e corps prussien n'a donc engagé devant Dijon que l'une de ses divisions et même en tenant en réserve chaque fois un régiment, soit une force de 10 à 13,000 hommes d'infanterie et de 750 chevaux, composant le 11^e dragons.

Telles sont les forces qui ont attaqué l'armée des Vosges, soutenues par la division du général Pellissier. D'après le ta-bleau que nous avons donné dans notre dernier numéro, les qua-tre brigades de cette armée devaient présenter un total d'envi-ron 20 à 25,000 hommes au moins. La division du général Pé-lissier comprenait au moins cinq légions, à en juger par le rapport même de cet officier. Ce serait donc un corps de 35 à 40,000 hommes, dont Garibaldi aurait disposé et qui lui aurait été nécessaire pendant trois jours pour se maintenir à Dijon contre 12 à 15,000 Prussiens. On peut mettre les vic-toires de Garibaldi à Dijon sur le même pied que la victoire de Napoléon III à Saarebrück. Mais si l'on se rappelle, comme nous l'avons déjà dit, que pendant qu'il était ainsi occupé, le général italien a laissé passer la 3^e division du corps de Fran-secki, cette victoire est en réalité une véritable défaite straté-gique, et confirme le jugement que nous avons porté, il y a longtemps, sur ce célèbre chef, qui est plutôt un brave soldat qu'un général.

FOLLARD.

PARIS ET LA PROVINCE.

Les fautes que nous avons signalées, dès le début, les principes dangereux que nous n'avons cessé de combattre viennent enfin d'aboutir à leur résultat fatal et inévitable. Paris a capitulé après un bombardement de moins de 20 jours, et tandis que Belfort, écrasé sous les obus depuis deux mois, résiste encore, la grande ville pour laquelle la France se sacrifie depuis 80 ans trahit ses devoirs ; et en ce moment encore, elle prétend continuer envers la nation ce rôle de souveraine or-gueilleuse et tyrannique qu'elle s'est attribué pour notre malheur. Pourra-t-on jamais croire qu'une capi-tale, parce qu'elle n'aura pas eu assez de résolution et de courage pour résister jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'au dernier morceau de pain, aura eu par cela même le droit d'imposer ses volontés à la nation ? Est-il possible de s'imaginer qu'une ville, en capitulant avec l'ennemi, se croit autorisée à faire capituler tout un peuple ? Il était donné à notre malheureuse époque de voir l'incapacité devenir un mérite pour gouverner, et la lâcheté un titre pour imposer ses volontés à ceux qui sont braves.

La tyrannie autocratique de Paris sur la France a pris, dans la guerre actuelle, un caractère plus particulière-ment odieux et invraisemblable. Pendant la paix, la ca-pitale enlevait à la province la majeure partie de ses ressources pécuniaires, matérielles, intellectuelles et morales pour les dissiper en œuvres inutiles ou dan-gereuses, en résultats trompeurs et factices. Nous lui envoyons, les produits de notre sol, les créations de notre industrie et de notre intelligence, nos esprits les plus jeunes, les plus féconds et les plus instruits, et nous rendait du numéraire dont la valeur se dépré-ciait sans cesse, les produits futiles d'un luxe éner-vant, des livres sans portée et des journaux niais, ignorants et démoralisateurs. Cette cité monstrueuse était comme un immense alambic où venaient se con-sommer toutes les grandes intelligences, tous les brillants esprits, tous les cœurs généreux que produit la belle terre de France et d'où ils ressortaient comme des va-peurs nauséabondes et délétères.

Ce n'était pas assez : après nous avoir jetés dans cette guerre fatale et désastreuse, et lorsque désar-més et battus, nous entreprenions la résistance

29
22
3

suprême, il nous a fallu donner à cette ville égoïste tout ce qu'il nous restait de ressources et de soldats. Un corps d'une quarantaine de mille hommes avait seul échappé au désastre; il eut été indispensable de le conserver pour tenir la campagne et servir de noyau à de nouvelles armées; au lieu de cela, il fallut l'enfermer derrière les enceintes de Paris. Plus que cela, il fallut que la province y ajoutât encore les premiers bataillons qu'elle avait levés à la hâte, et la capitale, avec ses 300,000 gardes nationaux, eut besoin d'une armée de plus de 200,000 hommes pour la défendre. C'était presque tout ce qui restait à la France envahie, et il fallut encore s'épuiser pour marcher au secours de la grande ville assiégée. La province eut ainsi à remplir une triple tâche; elle défendait Paris avec sa garnison de mobiles et de troupes de ligne, elle devait aussi protéger son territoire contre l'invasisseur, et de plus enfin, il lui fallait se frayer un passage à travers les masses ennemies pour sauver une ville incapable de se sauver elle-même. On sait tout ce que la province, dénuée de toutes ressources, a fait pour atteindre à ce but, les sommes qu'elle a fournies, les misères qu'elle a supportées, les hommes qu'elle a levés, le sang qu'elle a répandu. La Champagne, la Bourgogne, l'Orléanais, le Maine, la Normandie, ravagés et dépouillés en sont les témoins; les champs de bataille d'Orléans, du Mans, de Bapaume, de Saint-Quentin, de Nuits et de Montbéliard, conservent en caractères sanglants le souvenir du dévouement et de l'abnégation de la province; le désir unanime de continuer la lutte, proclame son héroïsme et son indomptable énergie. Et pendant ce temps, Paris s'impatientait de nos lenteurs, accusait le chef habile et prudent qui le défendait, et tournait ses armes fratricides contre ses défenseurs. C'est à la suite de ces égarements, de ces folies coupables, qu'il s'est livré à l'ennemi et qu'il prétend engager avec lui les destinées de la nation!

Cette dernière leçon nous profitera-t-elle enfin? Apprenons-nous que tout un peuple ne réside pas dans une seule ville, quelque grande qu'elle soit, et qu'il faut enfin secouer ce joug honteux qui nous écrase et nous épuise? On a accusé sans cesse de nos malheurs tous les gouvernements qui se sont succédés, ce ne sont pas eux qui en sont les auteurs, mais bien cette ville malsaine et coupable qui, depuis près d'un siècle, nous domine, nous absorbe et nous démoralise. Il ne faut pas que tout ce qu'il y a de lumière, de chaleur et de force vienne se concentrer en un seul point. Un corps ainsi organisé ne peut être que maladif et débile; il faut, pour qu'il se maintienne actif et dispos, que le sang et la vie y soient également répandus.

Sachons donc profiter de cette dernière et sanglante leçon, et, sans être injuste envers Paris, apprenons à placer la France au-dessus de lui!

ALÉTHÈS.

LYON CAPITALE.

Les délégués du conseil municipal envoyés à Bordeaux vont y porter, entre autres demandes, celle de choisir Lyon pour centre du gouvernement. Malgré tout notre attachement pour notre ville natale, nous ne pouvons approuver un semblable projet. Dans les circonstances actuelles, Bordeaux est la seule ville qui puisse satisfaire à tout ce que l'on doit attendre du siège de la défense nationale. Il est, par son éloignement, hors de portée d'un coup de main tenté par l'ennemi; il offre des ressources suffisantes et il permet d'activer l'organisation de la défense dans les provinces méridionales, qui jusqu'à présent n'y avaient concouru que d'une manière trop secondaire. Il était nécessaire aussi de choisir pour capitale temporaire une ville maritime, puisque nos relations avec les provinces du Nord-Ouest ne peuvent plus s'effectuer d'une manière assurée que par la mer. Bordeaux était le seul port qui pu être choisi, car Marseille, étant situé sur la Méditerranée, la nécessité de contourner toute la presqu'île de l'Espagne pour gagner nos côtes occidentales, mettait cette ville hors de concours.

Lyon ne présente aucun de ces avantages, et de plus il a le défaut d'être l'objectif immédiat de l'ennemi. Les Allemands ont maintenant dans la vallée de la Saône une armée de 100 à 120,000 hommes, et en cas d'hostilités, quoi qu'en ait dit le *Courrier*, ces forces leur suffiraient pour marcher sur Lyon, l'investir et en faire le siège. Ce serait une seconde édition de la faute qui a été commise pour Paris.

En thèse générale d'ailleurs, Lyon, pas plus que Paris, ne peut être une bonne capitale. Les grandes villes turbulentes, actives, où s'agitent tant d'intérêts personnels, où s'élaborent et éclatent tant d'idées tumultueuses et passagères, ces villes, en un mot, sujettes à se

passionner vivement et assez fortes pour imposer au pays comme des lois leurs illusions ou leurs caprices, ces villes, dans un Etat bien ordonné, libéral, ne devraient jamais être choisies pour siège du gouvernement. Les Américains des Etats-Unis en ont jugé ainsi, lorsqu'ils se sont construits ce village-capitale que l'on nomme Washington. Sachons donc les imiter en ce qu'ils ont de sage et de raisonnable, comme nous les imitons dans leurs excentricités, et qu'un amour propre de clocher ne nous fasse pas méconnaître les intérêts de la nation.

LÉO.

L'ARMISTICE.

On avait cru, et l'on avait quelque droit de le croire, que l'armistice conclu à Paris s'appliquait à la France entière, conformément au texte des dépêches et de l'armistice lui-même. Il n'en était rien cependant, et un paragraphe spécial, qui ne nous a été révélé que quatre jours après, en excepte les départements de la Côte-d'Or, du Jura et du Doubs, et de plus, la place de Belfort!

Que les Prussiens aient cru devoir se ménager cette restriction, c'est un droit que la force leur donnait; mais que le gouvernement de Paris y ait bénévolement souscrit, sans même consulter la France, et livré ainsi à l'ennemi une ville et une armée qui ne lui appartiennent pas, c'est une lâcheté dont il n'est pas d'exemple. Et quand on songe que la Province, ainsi vendue, venait de faire les derniers efforts pour sauver Paris, que cette armée de l'Est était composée, en majeure partie, de soldats improvisés, arrachés à leurs comptoirs et à leurs ateliers, et qui venaient de se faire écraser pour tenter une diversion en faveur de la capitale, on se sent pris de dégoût à la vue de tant d'égoïsme.

Qu'importe, n'est-ce pas Messieurs les Parisiens, que Belfort continue à être écrasé par les bombes allemandes, il n'en tombera point sur les boulevards! Qu'importe que les débris de l'armée de Bourbaki, cernés entre les batteries prussiennes et les gorges inaccessibles du Jura, achèvent de périr de faim et de froid au milieu des neiges, vous pourrez vous remettre au régime des côtelettes et de la marée fraîche!

Ignominie!

Et voilà comment Paris, le noble Paris, la cité sans égale, la capitale des capitales, voilà comment Paris a décidé du sort de la France!

DÉMOPHILE.

LA SITUATION.

La chute de Paris, disions-nous dernièrement, ne doit pas décider du sort de la France, quoique les conditions arbitraires de l'armistice aient considérablement aggravé notre situation et que nous ayons perdu notre dernière armée, nous maintenons cette déclaration.

La guerre nous est imposée par des considérations de tous genres. Nous avons fait trop de sacrifices pour ne pas pousser jusqu'à ses dernières limites une résistance qui est le seul moyen de sauvegarder notre honneur et l'intégrité de notre territoire. Nous sommes encore dans tout le feu de l'action, c'est un avantage qu'il ne faut pas laisser perdre. On aura beau objecter que nous recommencerons la guerre dans quelques années, c'est une pure illusion: les désavantages de tous genres que nous aurons alors ne seront pas compensés par quelques avantages matériels auxquels l'ennemi opposera des ressources de plus en plus multipliées; il y aura aussi à compter sur les chances de la fortune et sur l'appréhension que nos chefs, aussi bien que nos soldats, éprouveront en entreprenant une nouvelle guerre contre l'Allemagne. La surexcitation morale se sera affaiblie, tandis qu'il nous restera le souvenir inquiétant de nos désastres de 1870. Il est d'ailleurs un précepte militaire d'après lequel toute guerre doit être faite le plus promptement et le plus tôt possible; or, telle est notre situation militaire. Nous avons définitivement perdu la campagne précédente: c'est une nouvelle guerre que nous avons à commencer. Il nous faut considérer les pays au nord de la Loire comme un Etat ennemi contre lequel nous allons entrer en campagne; c'est cette considération qui doit déterminer le plan de campagne que nous avons à suivre. Que l'on jette un coup d'œil sur les cartes que nous publions, et l'on se rendra compte immédiatement des ressources immenses dont nous disposons encore.

Au Nord-Ouest, nous devons nous limiter à une défensive absolue que les places fortes de la Flandre pourront prolonger longtemps. Au midi de la Loire, il s'agit de gagner du temps jusqu'à ce que l'on ait organisé des armées vraiment solides et ne reprendre l'offensive que lorsqu'elles auront acquis assez de consistance et de fermeté pour fournir une campagne sérieuse, et être bien en main pour le général chargé de les faire agir. Nous avons développé plus longuement ce système dans nos 13^e et 14^e numéros auxquels nous renvoyons le lecteur. Nos avis à cette époque n'ont pas été suivis, mais aujourd'hui le gouvernement s'y trouve contraint par la force même des choses. L'essentiel est d'accomplir ce programme dans son entier et d'en tirer tout le parti nécessaire. Telle est la tâche qui incombe aux organisateurs. Quant au plan de campagne lui-même, il regarde le chef qui sera mis à la tête des armées; assurément sa tâche sera rude, mais néanmoins le théâtre de la guerre au midi de la Loire, quoique ébréché en tête par la ligne de l'armistice qui franchit la Loire au sud

de Tours et de Blois et tourne par la vallée de la Saône, offre, néanmoins par son étendue et sa configuration de précieuses ressources à un officier de savoir et d'inspiration.

On s'étonnera peut-être de nous voir soutenir la thèse de la délégation de Bordeaux, mais, outre que nous avons toujours prêché la prolongation de la guerre, nous y sommes de plus en plus confirmés par la situation politique que nous crée l'armistice, conçu de la manière la plus fâcheuse et la plus maladroite. La précipitation avec laquelle les élections doivent se faire, les restrictions qui y sont apportées par les circonstances, donneront peu d'autorité aux décisions de l'Assemblée. Au moment où il faudrait prendre des résolutions énergiques et uniques, nous allons tomber de plus en plus dans le bavardage et l'avocasserie. Peut-on espérer que les 750 représentants seront en majorité des hommes pratiques et instruits, tandis qu'un choix plus restreint, n'a mis à la tête des affaires que des médiocrités ou de beaux parleurs? Auront-ils, du reste, du 15 au 18 février, le temps nécessaire pour examiner et prononcer mûrement sur les intérêts du pays? Que l'on nous pardonne, mais il nous semble absolument nécessaire de maintenir l'unité du pouvoir dans les mains de Gambetta. Que la Chambre soit là pour donner de l'autorité à ses actes et aux rapports qui devront être établis avec les puissances ennemies. Qu'un conseil de guerre soit établi pour arrêter l'ensemble des opérations militaires à suivre, mais que l'on n'ôte pas au ministre de l'intérieur et de la guerre le pouvoir dont il a l'initiative; il a en mains tous les fils de la situation, et les transmettre à d'autres, ce serait tomber dans la même faute que l'on a déjà commise le 4 septembre, dans des circonstances aussi urgentes; une telle évolution est toujours dangereuse et fatale. On ne nous accusera pas certes de fétichisme envers M. Gambetta, pas plus qu'on a pu nous accuser de culte envers l'empire; aussi nous croira-t-on tout à fait désintéressé et purement patriote en formulant ainsi notre pensée, comme lorsque nous avons traité d'héroïque folie la Révolution du 4 septembre.

MITRAILLEUSES.

Les journaux qui ne cessent de poursuivre de l'épithète de traîtres nos généraux malheureux, ces courageux journaux doivent être aujourd'hui satisfaits: ils ont enfin une victime; le brave Bourbaki s'est donné la mort. Après l'infructueuse campagne de Montbéliard, obsédé par la pensée des lâches invectives et des outrages insinuations dont il allait être l'objet, cet intrépide et loyal soldat a voulu échapper à cet odieux supplice.

Voici déjà que quelques-uns de ces écrivassiers commencent à le plaindre. Leurs lamentations sont de trop: ce ne sont pas des larmes que le meurtier doit à sa victime, mais le repentir et l'expiation!

Un autre général plus à plaindre encore, c'est Faidherbe, qui se dévoue jusqu'à signer les rapports insensés que lui rédige le ministre. Celui qui est consacré à la bataille de Saint-Quentin dépasse toute compréhension. Il y est avoué, sans détours, que cette opération militaire n'avait pas de chance de succès et que l'on y a sacrifié l'armée du Nord de propos délibéré.

Au surplus, il semble vraiment que notre malheureux ministre de l'intérieur et de la guerre prenne plaisir à se ridiculiser. Il vient encore de lancer une de ces proclamations où l'autocratie du pouvoir personnel transpire à chaque ligne. Avec les meilleures dispositions du monde, on ne peut lire ces *je*, ni ces *moi*, dont M. Gambetta se décore, sans être horriblement agacé comme du grincement d'un bouchon sur du verre.

Il faut que ce soit vraiment bien horripilant pour que nous venions nous en plaindre. Le moment est mal choisi pour critiquer M. Gambetta, et de la manière dont tournent les choses, nous voyons venir le moment où *Guignol illustré* sera forcé de prendre la défense du dictateur injustement attaqué et calomnié.

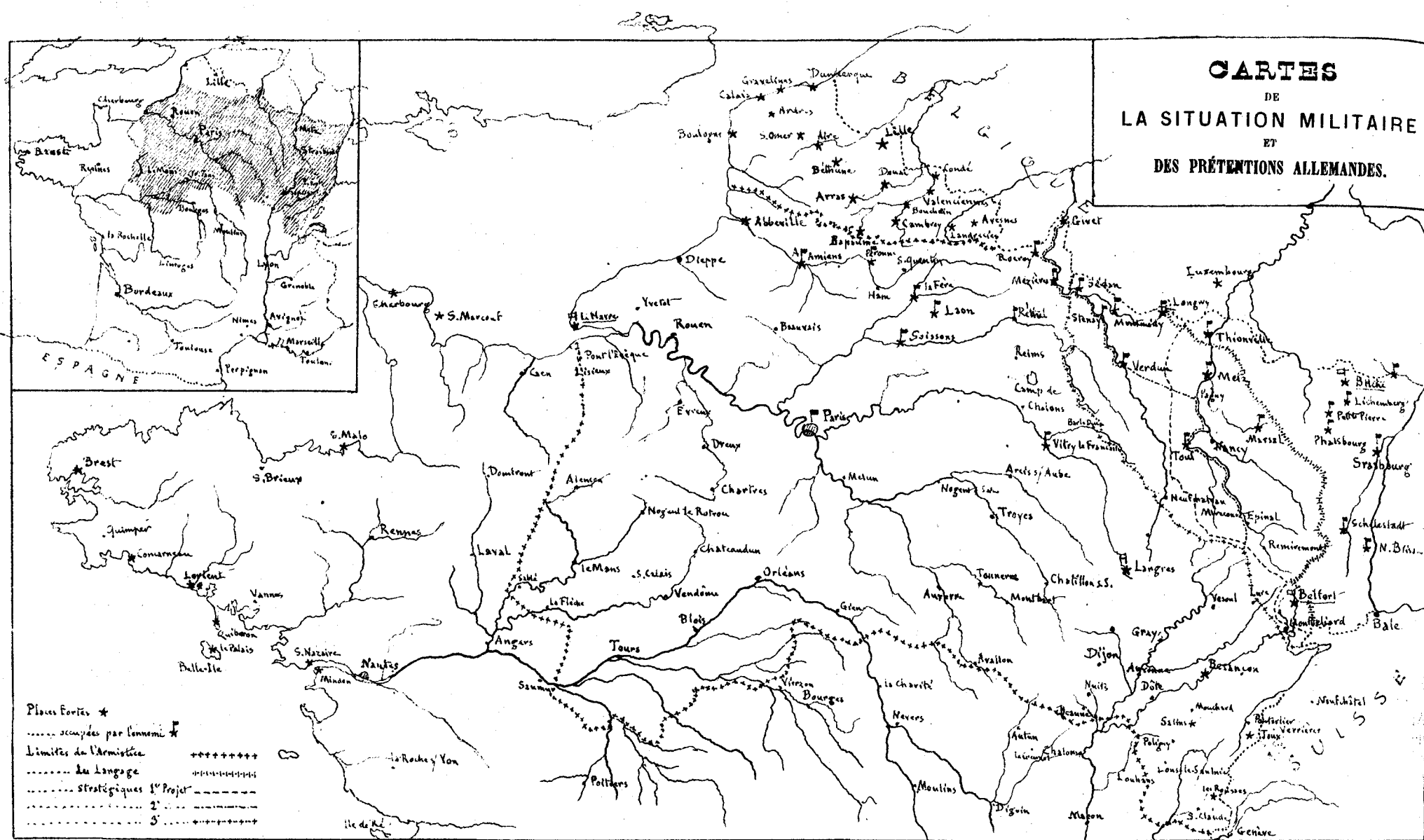
Correspondance.

M. de V. — Vous avez parfaitement compris: c'est Arras et non Amiens qu'il faut lire, la seconde fois, dans l'article sur les combats de Pont-Noyelles et Bapaume.

M. C., à Rouanne. — Le n° 24 manque complètement. Nous avons fait faire un second tirage des numéros 17-18; mais nous ne pouvons en faire un troisième. Il en est de même pour tous les numéros épuisés, qu'il serait fort onéreux de faire réimprimer, en raison des figures qu'il faudrait lithographier de nouveau.

M. V. M. — Il est bien vrai que notre caricature annonçait d'avance la capitulation de Paris, mais il était bien évident que la nouvelle d'une armistice impliquait celle de la reddition de la place. M. de Bismarck ne pouvait accorder à Paris vaincu ce qu'il lui avait refusé avant la lutte. Quant à la distinction entre la capitulation de la ville et celle des forts, c'est une pure escobarderie qui va de pair avec l'armistice, qui s'étend à la France entière, excepté à l'armée de l'Est. Quand il plaira aux Prussiens d'entrer à Paris, la garde nationale leur dira: Grand merci!

Le Gérant, VIBERT.



Les exigences allemandes.

La carte que nous publions indique les limites de l'armistice ; elle donne en même temps l'indication des sacrifices de territoire que l'Allemagne exige de nous. Ces demandes ont été formulées de diverses manières au-delà du Rhin.

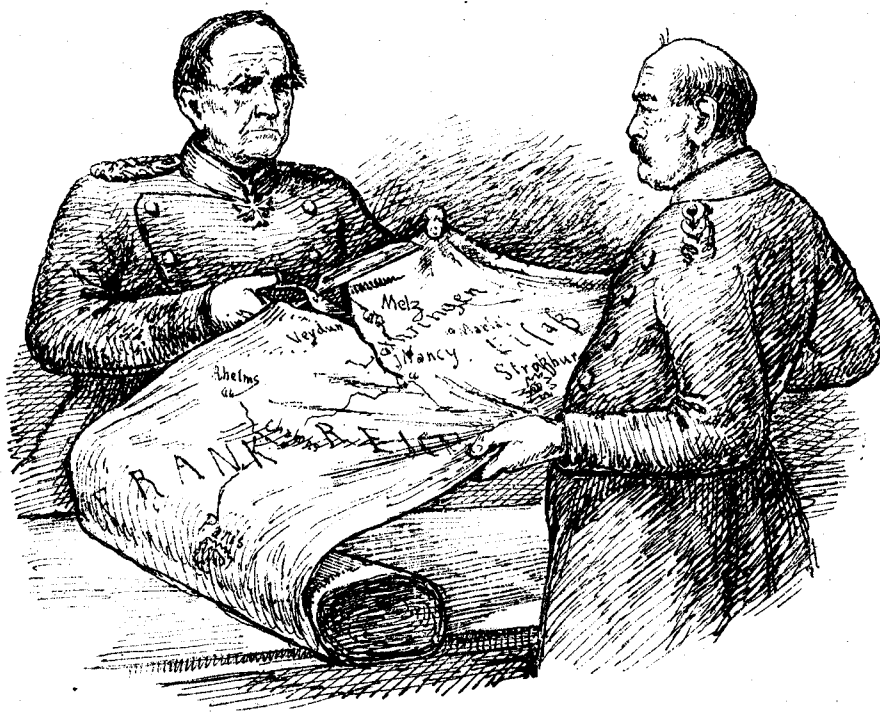
Après leurs premiers succès, les ennemis ne réclamaient d'abord que ce qu'ils disaient appartenir à la patrie allemande, et ils prenaient pour limites, les limites mêmes du langage. Nous avons donné dans notre 41^e numéro une carte exacte et détaillée du territoire français où l'on parle allemand.

Mais après la capitulation de Sedan, les exigences de l'Allemagne se sont augmentées ; elle a cru nécessaire à sa sûreté de s'assurer des limites stratégiques contre des attaques ultérieures de la France. Sur ce point, les systèmes varient, et peuvent se résumer en trois projets, dont notre carte indique le tracé.

Le premier part de la frontière du Luxembourg, entre Longwy et la Moselle, prend la moitié du territoire, entre cette rivière et la Meuse, prend Toul, passe entre Neufchâteau et Mirecourt, et aboutit à la frontière suisse, en enveloppant Epinal, Remiremont et Belfort.

L'autre projet part de la frontière belge à Givet, gagne Mézières, Sedan, Verdun, jusqu'à Pagny, suit le cours de la Meuse jusqu'à la hauteur de Toul, de là, suit la Moselle jusqu'à Epinal, et enfin gagne les hauteurs jusqu'à la Lisaine, qu'il prend pour limite, y compris Montbéliard.

La troisième prétention, que nous avons trouvée formulée dans une revue scientifique, est encore plus exigeante, car elle enveloppe, en outre, l'Argonne, presque toute la rive



UNE CARICATURE ALLEMANDE.

Nous n'aimons pas l'excitation ni l'enthousiasme exagéré ; mais dans l'état actuel des choses, et après avoir parlé au nom de la raison en faveur de la défense du pays, qu'il nous soit permis de réveiller, par l'amour-propre blessé, le patriotisme endormi. Nous reproduisons, dans ce but, un dessin satirique qui a paru dernièrement en Allemagne. Il représente Moltke et Bismark tenant la France représentée par une pièce de drap. Le vieux stratège l'entame avec une immense paire de ciseaux, et dit à son compère : « — Bismark, tenez ferme ! » Le diplomate lui répond : « — Allez toujours ! » Et un troisième personnage, le spectateur, est censé ajouter : « — Vraiment, on dirait des tailleurs, tant ils coupent bien. »

Nous ne pensons pas qu'un Français puisse voir de sang-froid cette plaisanterie tudesque, et si nos lecteurs ont résisté à nos arguments, ils se sentiront, peut-être, à la vue de cette bravade, pris d'un désir irrésistible d'en empêcher l'accomplissement.

gauche de la Meuse, jusqu'au-delà de Neufchâteau, les monts Faucilles, le cours supérieur de l'Oignon jusqu'à Lure, et enfin Héricourt, Montbéliard et Audincourt, jusqu'à la frontière suisse.

Le second projet, développé par la *Gazette de Silésie*, s'appuie sur des conclusions, qui donnent la mesure de l'état des esprits à ce sujet. « La ligne de la Meuse, dit le publiciste allemand, a tous les avantages d'une ligne offensive et défensive. Elle nous permet de déborder à chaque instant l'ennemi, soit sur sa droite, soit sur sa gauche. Toute armée qui se concentrerait à Châlons, pourrait être menacée par nous sur sa ligne de retraite et même complètement enveloppée. L'ennemi serait donc forcé de rassembler ses troupes sous les murs de Paris, et ne pourrait que difficilement accepter une grande bataille, car une seule victoire exposerait la capitale à un siège et briserait toutes les forces efficaces de l'adversaire. »

Nous croyons que ces prétentions de l'Allemagne sont une lourde faute de sa part. Il est de son intérêt qu'elle nous laisse des provinces qu'elle ne pourra jamais s'assimiler. De notre côté, si nous renonçons loyalement à des intentions de conquêtes, aussi injustes qu'impolitiques, et que nous avons eu le tort de manifester jusqu'à présent, il en résultera une paix plus solidement affermie que par toutes les limites stratégiques imaginables.

Telle doit être la direction politique de la guerre, que nous préconisons, et si nous parvenons à bien persuader l'Allemagne et l'Europe de notre sincérité à cet égard, nul doute que notre résistance suprême, convenablement conduite, n'assure aux deux nations une paix durable et féconde.